

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18083- 70ÈME ANNÉE

Janvier 2015

Nouvelle hausse du chômage Plus de 174700 demandeurs d'emploi

Au mois de janvier 2015, le chômage a continué à augmenter à La Réunion. Au total, 174710 Réunionnais étaient à la recherche d'un travail, et près de 136000 étaient totalement privés d'emploi fin janvier. En France, les chiffres sont catastrophiques, mais à La Réunion, c'est bien plus grave. Voici le communiqué diffusé hier par Pôle emploi et la Direction du travail, avec des inter-titres de Témoignages.

135 830 demandeurs d'emploi de catégorie A

Fin janvier 2015, 135 830 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A (en recherche active disponible et sans emploi), soit une hausse de 0,9 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre augmente de 1,8 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A est en baisse de 0,5 % par rapport à la fin décembre 2014. En un an, les effectifs des demandeurs d'emploi ont augmenté de 4,6 %.

156 800 demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C

Fin janvier 2015, les demandeurs d'emploi réunionnais de catégorie A, B, C (en recherche active, avec ou sans activité) inscrits à Pôle emploi sont 156 800, soit un effectif en hausse de 0,3 % par rapport au mois précédent. Sur un an, leur nombre augmente de 2,5 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C augmente de 0,3 % par rapport à la fin décembre 2014 (+ 5,9 % en un an).

17 910 demandeurs d'emploi de catégorie D et E

Les demandeurs d'emploi de catégorie D et E sont 17 910 fin janvier 2015 à La Réunion, soit une baisse de 2,4 % au cours de ce mois.

Demandeurs d'emploi selon le sexe et l'âge

Fin janvier 2015, à La Réunion, le

nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est en augmentation chez les hommes (+ 0,7 %) comme chez les femmes (+ 1,1 %).

En janvier, les effectifs des jeunes de moins de 25 ans augmentent légèrement (+ 0,3 %), mais diminuent en glissement annuel (- 1,4 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de 25 à 49 ans augmente de 0,8 % depuis décembre.

Les effectifs des seniors augmentent sensiblement (+ 1,4 %) en janvier, soit une augmentation de 11,9 % en glissement annuel.

87 440 Réunionnais en chômage de longue durée

Fin janvier 2015, 87 440 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C depuis un an ou plus, soit une légère hausse (+ 0,1 %) sur un mois.

Ils sont 1 250 de plus, par rapport à janvier 2014, soit une augmentation annuelle de 1,5 %.

En France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an, en catégorie A, B, C est en hausse de 0,6 % au cours de ce mois et de 8,8 % sur un an.

Les entrées et sorties de Pôle emploi

En janvier 2015, 10 300 demandeurs d'emploi réunionnais se sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, B, C, soit 1 240 inscriptions de plus qu'en décembre. Sur les trois derniers mois, leur nombre diminue (- 0,2 %).

Les inscriptions pour motif « Fins de contrat à durée déterminée » et

de « premières entrées » représentent respectivement 21,9 % et 14,3 % de l'ensemble des entrées.

Parallèlement, 10 250 demandeurs d'emploi sont sortis des fichiers de Pôle emploi, soit 790 demandeurs de plus qu'en décembre 2014. Les sorties pour motif de « cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » représentent près de la moitié des sorties enregistrées. En variation trimestrielle, on observe une forte diminution des sorties pour « entrées en stage ».

Les offres collectées par Pôle emploi

En janvier 2015, Pôle emploi a collecté 2 390 offres d'emploi à La Réunion. Sur les trois derniers mois, cette collecte est en hausse (+ 3,6 %). On observe, pendant cette période, une augmentation très sensible du nombre d'offres d'emplois durables (+ 8,3 %).

En variation annuelle sur 3 mois, l'ensemble des offres d'emploi est en hausse de 3,3 %.

Dans une ville à la frontière de la Russie

Les chars américains paradent en Estonie : pied de nez à Moscou

Des chars américains ont participé à des manœuvres de l'Otan en Estonie. Munis de drapeaux américains, ils ont marqué les esprits par leur présence dans un défilé militaire mardi 24 février, à Narva, près de la frontière russe.



Photo prise par l'armée estonienne à 300 mètres de la frontière russe. C'est sans doute la première fois que des blindés US défilent devant un poste frontière de la Russie. Une manière de faire monter la tension alors que le cessez-le-feu commence à être respecté en Ukraine.

Quelques heures après la parade des chars US devant sa frontière, la Russie a lancé mercredi 25 février de vastes manœuvres militaires à Pskov, région frontalière de l'Estonie et de la Lettonie, a indiqué à l'AFP une porte-parole du ministère russe de la Défense.

Parade des Occidentaux

La relation entre Moscou et les Occidentaux ne sont pas bonnes en raison de la crise ukrainienne, celle-ci pourrait se dégrader. En effet, quelques soldats américains, mais aussi britanniques et néerlandais ont défilé dans la neige aux côtés des militaires estoniens, pour marquer l'anniversaire de l'indépendance de l'Estonie, ancienne république soviétique, actuellement membre de l'Union européenne et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cette parade annuelle s'est différen-

ciée des précédentes par la présence très remarquée des Occidentaux, venus rassurer les Estoniens. En effet, certains pays baltes craignent une contagion de la crise ukrainienne dans leur pays. Face à ces réactions, l'Otan a décidé d'envoyer des avions de chasse dans les pays baltes et d'y organiser plusieurs exercices militaires. « L'Histoire nous a appris que si nous ne nous défendons pas nous-mêmes, personne d'autre ne le fera », a indiqué le général Riho Terras, chef d'état-major estonien, lors de la cérémonie à l'Agence France Presse.

Crainte des pays baltes

L'Estonie craint une insurrection, en raison de la forte présence de population russophone dans la ville de Narva. La Lettonie et la Lituanie s'inquiètent d'une pareille éventualité. D'ailleurs, la Lituanie a, de son

côté, l'intention de rétablir temporairement le service militaire obligatoire en raison de « l'actuel environnement géopolitique », a annoncé mardi la présidente de la Lituanie, Dalia Grybauskaitė.

Pour le commandant adjoint de l'Alliance atlantique en Europe, Adrian Bradshaw, les inquiétudes sont justifiées, car la Russie pourrait tenter de conquérir des territoires appartenant à des Etats de l'Otan, représentant ainsi une « menace existentielle ».

Coïncidence ou pas, la Russie a lancé mercredi 25 février des exercices militaires non loin de l'Estonie, impliquant 500 appareils militaires et le parachutage de 1.500 soldats des troupes aéroportées, a annoncé à l'AFP, la porte-parole Irina Krouglova. Ces manœuvres devraient durer jusqu'à samedi, trois jours durant lesquels les soldats iront envahir et détruire l'aérodrome d'un ennemi imaginaire, a-t-elle précisé.

Céline Tabou

Edito

La vérité commence à éclater à Air Austral

Au mois de novembre, c'était il y a trois mois, Didier Robert organisait une manifestation devant la préfecture sur le thème de la continuité territoriale. Nous écrivions à l'époque que c'était une diversion chargée de détourner l'attention de graves difficultés à venir pour Air Austral. C'était d'ailleurs une évidence. Didier Robert était alors, et reste jusqu'au mois prochain, triple président de la Région Réunion, d'Air Austral et de l'actionnaire à 98 % d'Air Austral, la SEMATRA. S'il avait donc la volonté de faire baisser le prix du billet d'avion, il n'avait qu'un geste à faire. Le prix du pétrole s'était déjà effondré, il disposait donc des leviers pour repercuter cette baisse sur le prix payé par l'utilisateur. Mais les prix n'ont pas baissé, donc tout cela n'était que diversion.

Il est important de rappeler la raison d'être d'Air Austral : le désenclavement de La Réunion. Pour cela, avait été créée une compagnie aérienne avec des actionnaires largement majoritairement privés. Le capital initial était détenu par Air France, par d'autres investisseurs privés, la SEMATRA complétant le tour de table. En 2002, la compagnie Air Lib a fait faillite. La liaison avec la France n'était plus assurée que par Air France pour l'essentiel, et par Corsair. Afin d'éviter le retour au monopole préjudiciable au désenclavement, Air Austral a franchi le pas en devenant une compagnie intercontinentale. Air France s'est ensuite brutalement retirée du capital, car elle considérait Air Austral comme un concurrent. Une solution impliquant des investisseurs réunionnais a permis d'éviter la déstabilisation de la compagnie et d'empêcher son rachat par un groupe extérieur.

Air Austral a ensuite connu ensuite un développement important, passant devant Air France sur la liaison avec l'Europe. Elle a pu construire une crédibilité si importante qu'Airbus a jugé que la compagnie réunionnaise était le partenaire idéal du lancement de l'Airbus A380 densifié, un avion de plus de 800 passagers. Air Austral et Airbus travaillaient pour mettre au point l'avion qui allait faire baisser les prix de 30 % toute l'année sans

subvention.

L'arrivée au pouvoir de Didier Robert à la Région allait être l'opportunité pour les adversaires d'Air Austral de faire capoter ce projet. En 2011, le prix du pétrole a connu une augmentation brutale qui a eu des répercussions financières négatives sur toutes les compagnies. C'est l'occasion saisie par les adversaires d'Air Austral pour lancer une campagne afin de chasser la direction réunionnaise. Didier Robert s'octroie la présidence d'Air Austral. Sa première mesure est de stopper le plan d'économies mis en place par Air Austral, ce qui aggrave le déficit. Puis il décide de remplacer la direction réunionnaise par un employé d'Air France. L'opération suivante fait dégager les investisseurs privés du capital. Par un coup d'accordéon, la SEMATRA, présidée par Didier Robert, injecte plus de 60 millions d'euros dans le capital, et devient actionnaire à 98 % d'Air Austral.

Dans le même temps, la Région Réunion, présidée par Didier Robert, a considérablement augmenté les crédits de l'aide au voyage, qui atterrissent directement dans les caisses des compagnies aériennes. La Région a mis 24 millions d'euros dans cette subvention l'an dernier. La manne permet donc de gonfler artificiellement les recettes d'Air Austral, d'Air France, de Corsair et d'Air Mauritius. Il était clair que ce mélange des genres ne pouvait plus durer. Le scandale a donc éclaté au grand jour et Didier Robert est chassé de la présidence. Mais il a fait des dégâts considérables, la vérité commence à éclater.

Car Air Austral est maintenant une compagnie financée à 98 % par un actionnaire public, et n'aura aucun élu réunionnais dans son Conseil d'administration, l'organe qui décide de la stratégie. Comment garantir le désenclavement de La Réunion sans être en capacité de peser sur la stratégie d'Air Austral ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Des annonces qui ne laissent pas indifférent

Le gouvernement lance une réforme de « l'Islam en France »

Dans son programme, le candidat François Hollande assuré qu'il combattrait en permanence le racisme et l'antisémitisme. Trois ans plus tard, son ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, en accord avec le président lui-même, a présenté, ce 25 février, un plan pour l'Islam en France.

Ce plan pour l'Islam en France soulève de nombreuses questions, d'autant plus que depuis plusieurs années, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les stigmatisations faites contre les musulmans de France. Ainsi, « le discours agressif contre l'islam qui s'exprime depuis la fin de la guerre froide s'inscrit dans une histoire moderne », d'autant plus que « la présence musulmane (est, nldr) perçue à la fois comme une menace sécuritaire et identitaire », expliquait déjà Bélich Nablî, Maître de conférences à Sciences Po Paris, en 2012.

Les amalgames faits par le gouvernement

La ligne engagée par le gouvernement suit les propos tenus par Manuel Valls, le 15 février, sur RTL. Ce dernier a appelé à « combattre l'islamo-fascisme, puisque c'est ainsi qu'il faut le nommer ». Le Premier ministre reprend à son compte les mots employés par les mouvements identitaires d'extrême-droite, ces derniers assurant que les Français de confession musulmane sont un problème pour la République.

Abdallah Zekri, président de l'Observatoire national contre l'islamophobie, a déploré, dans le quotidien algérien, *El Watan*, « l'utilisation par certains responsables politiques et médiatiques de raccourcis tels que 'islamo-fascisme ou islamo-nazisme' pour décrire les actes de violence commis abusivement au nom de l'Islam ».

Même position pour le Conseil Français du Culte Musulman dont l'inquiétude grandie car « de tels éléments de langage » poussent à « l'amalgame entre islam et terrorisme alors que ces actes de violence sont contraires aux valeurs intrinsèques et intemporelles véhiculées par la religion musulmane ». Avec un Plan spécifique sur l'Islam, l'inquiétude pourrait encore s'agrandir du côté des musulmans, d'autant que la confusion pourrait

perdurer, si les politiques eux-mêmes font ces amalgames.

François Hollande, président de la République, et donc de tous les Français, a parlé de « Français de souche, comme on dit » en évoquant les auteurs de la profanation du cimetière juif de Sarre-Union. Cette expression employée lors de son intervention au dîner du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France rappelle à nouveaux les mots employés uniquement par l'extrême droite.

Des déclarations qui pèsent par leurs mots, raison pour lesquelles, Abdallah Zekri a dénoncé « la stigmatisation permanente des Français de confession musulmane », qui « ne peut qu'alimenter la haine et la violence et donner du grain à moudre aux tenants du radicalisme ». Face à ce radicalisme, le gouvernement a décidé de mettre en place une « réforme de l'Islam de France », ont précisé certains médias français.

Quatre points pour lutter contre l'islam radical

Ainsi, Bernard Cazeneuve a présenté au cours du Conseil des ministres, ses quatre points essentiels pour lutter contre l'Islam radical. Parmi elles, la création d'une « instance de dialogue » plus large que le Conseil français du culte musulman (CFCM), créé en 2003 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, afin de mieux représenter la diversité des musulmans de France.

Une nouvelle instance de dialogue (n°1) mise en place « d'ici l'été », a précisé Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement. Celle-ci devrait marquer la « volonté de travailler à engager une large consultation avec les acteurs de l'islam ». Plusieurs questions seront posées comme: la formation civile des imams, l'abattage rituel ou la sécurité des lieux de culte, « dans le

respect rigoureux des principes de la laïcité », a précisé le ministre de l'Intérieur.

Une meilleure formation des imams (n°2) en raison de « la maîtrise insuffisante de la langue et des lois » françaises chez certains d'entre eux. Le but est de réformer et de « favoriser l'émergence d'une génération d'imams pleinement insérés dans la République ». Les aumôniers pénitentiaires musulmans « ne seront recrutés désormais que s'ils ont obtenu ce diplôme de formation aux principes fondamentaux de la République », a ajouté le ministre.

Rapprocher l'éducation nationale et les écoles musulmanes (n°3), via une Fondation de l'Islam de France, le développement de bourses à destination des doctorants et un accent mis sur les établissements scolaires confessionnels, incités à se placer sous contrat avec l'Éducation nationale.

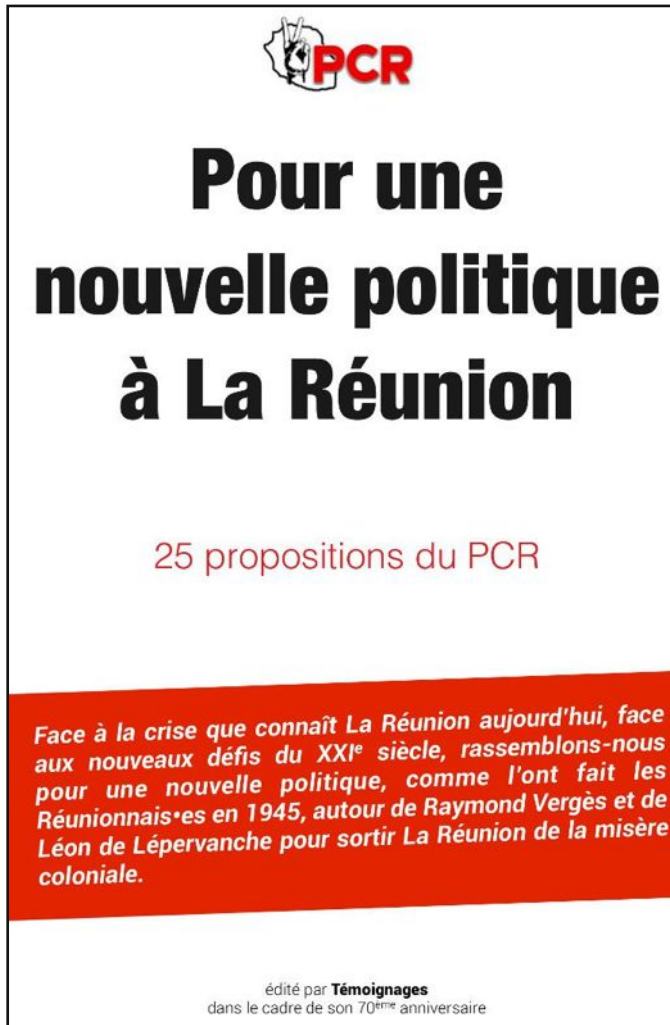
Enfin, mieux protéger les mosquées (n°4), par le déblocage de financements pour mettre en place des systèmes de protection fixes, comme des caméras de surveillance, car il est important « que la République protège tous ses enfants, et notamment les mosquées de tous les actes antimusulmans », a assuré Bernard, Cazeneuve, ajoutant : « tout ça dans le respect de la laïcité et de la loi de 1905 ».

Cette réforme était attendue et préparée avant les attentats, avec ses risques de stigmatisation, mais le contexte a accéléré les travaux, reconnaît une source proche du dossier à l'Agence France Presse. Face aux polémiques dues aux déclarations de Manuel Valls et François Hollande, l'entourage du ministre de l'Intérieur a assuré à l'agence Reuters, qu'il n'y avait pas de « reprise en main, l'Etat est seulement à l'initiative » de cette réforme de l'Islam en France.

Céline Tabou

25 propositions du PCR pour une nouvelle politique à La Réunion –3– **Notre économie est trop fragile**

Dans la suite de son analyse, le Parti communiste réunionnais donne un coup de projecteur sur la vulnérabilité de l'économie réunionnaise.



Depuis 2009, le rythme de croissance que connaissait La Réunion a été rompu. La combinaison de la crise conjoncturelle à la crise structurelle et des choix politiques erronés, affecte l'activité économique.

Au niveau des investissements, la commande publique et le secteur du logement marquent un recul préoccupant.

Le taux de couverture des importations par les exportations est de l'ordre de 6%, traduisant l'extrême dépendance et vulnérabilité de notre économie.

Les dangers sur la canne (échéance 2017) et sur les autres produits des pays relevant des Accords de Partenariat Economique (APE) se précisent.

Une situation qui va malheureusement s'empirer

La poursuite de la même politique renforce, année après année, les tendances lourdes observées depuis des décennies (augmentation du chômage, aggravation des inégalités, dégradation de la balance commerciale, de l'environnement, etc.). Elle n'est pas de nature à permettre de relever les défis nouveaux auxquels La

Réunion est confrontée.

Aujourd'hui le gouvernement poursuit, notamment vis-à-vis des outremer, une politique s'inscrivant dans la même logique que celle de ses prédécesseurs, avec certes quelques améliorations.

Malgré la loi sur la régulation économique, malgré la progression des crédits 2015 de la mission Outremer (0,3%), malgré la majoration en outremer des dispositions fiscales prévues pour la France ainsi que des emplois aidés mieux soutenus (mesures qui conviennent d'être soulignées), la situation à La Réunion ne sera pas fondamentalement inversée à l'échéance des prochaines années.

Même si avec les moyens massifs et modernes de communication on tente aujourd'hui de valoriser telle ou telle mesure gouvernementale, régionale, départementale ou communale, tout le monde s'aperçoit et les jeunes en particulier que plus on parle de contrats aidés et d'emplois, plus le chômage s'accroît. Plus on inaugure de logements sociaux plus les demandes de logements insatisfaites augmentent et ainsi de suite.

Or la situation va s'empirer car il faut prendre en compte les éléments aggravants suivants :

- La poursuite de la croissance démographique, amplifiant les défis dans tous les domaines : emploi, logement, éducation, aménagement, déplacements ; la fin de la transition démographique est prévue dans 20 à 25 ans, en 2035-2040, où La Réunion passera à un million d'habitants.

- Les dangers, découlant de la mondialisation du système capitaliste, qui pèsent sur l'agriculture (libéralisation du marché du sucre à partir de 2017) et sur l'économie (impact des APE).

- La baisse des dotations de l'État aux collectivités (impact sur la commande publique, donc sur l'activité économique et sur l'emploi).

- L'impact des changements climatiques.

Une autre politique est donc nécessaire. En effet, on entend souvent dire qu'il faut une autre politique.

Le PCR, pour sa part, fidèle à sa tradition et à ses combats, renouvelle aujourd'hui ses propositions pour une nouvelle politique. Il les rend publiques et invite tous les autres partis à en faire autant. Il souhaite qu'un large débat s'instaure entre Réunionnais·es à ce sujet pour aboutir à un projet consensuel de développement durable et solidaire à soumettre au gouvernement.

Les années 2015-2016-2017 vont être décisives et il appartient aux habitant·e·s de cette île de décider, eux-elles-mêmes, ce qu'il faut pour le pays. C'est ce que les Réunionnais·es ont fait en 1946.

Ils-elles se sont rassemblé·e·s au-delà des clivages politiques pour élaborer et faire adopter un projet pour La Réunion. C'est ce qui a été fait pour la loi de 1946. Ce qu'ils-elles ont su faire en 1946 ils-elles peuvent et doivent le faire en 2015. La situation de notre pays l'exige.

(à suivre)

Deux nouvelles parutions littéraires réunionnaises

• “Écrans d’Indianocéan” d’Alain Gili

Ce mercredi 25 février de 15 h à 18 h, à la Librairie Autrement de Saint-Pierre, Alain Gili a dédié son livre de 336 pages qui vient de paraître sous le titre, intitulé “écrans d’Indianocéan”. En voici la présentation par l’auteur.



Le livre d’Alain Gili est disponible en librairie à La Réunion et sera au Salon du Livre à Paris (21-24 mars).

« Cinémas d’Indianocéan et vie des villes: les images en salles; les gens d’images de nos pays parents, au sud-ouest de l’océan Indien. Premier ouvrage-témoignage sur de si beaux pays devenus d’assez modernes champs

nouveaux de création. Filmages, désirs de filmer, ébauches, premières parmi les élans littéraires et artistiques depuis les temps coloniaux jusqu’à la première décennie du 21^e siècle. Les îles, le Mozambique (-le “Natal” de Vasco de

Gama-), auparavant sources d’images vivent désormais l’affirmation forte de films-pays».

Et voici un rappel de la carrière d’Alain Gili: «Connu comme journaliste culturel (Le Quotidien, L’Écho, quelques chroniques à RFO-radio, Visu), animateur théâtre, éditeur associatif, écrivain (président de l’ADER), Alain Gili vit depuis mars 1975 au pays créole, presque en réunionnais. Il a imaginé, à Mayotte et à La Réunion en 1993, et dirigé artistiquement à La Réunion le Festival du film d’Afrique et des îles, dans le sillage des innovations d’Alain Séraphine, créateur, dans la ville de Le Port, entre autres, de Village Titan, devenu l’ILOI (Institut de l’Image de l’océan Indien), de l’École des Beaux Arts de La Réunion, de Pipangaï Productions, etc. Cherchant à rapprocher de nos regards la vie culturelle et le cinéma créatif des pays du sud-ouest de l’océan Indien, ce livre est aussi un témoignage-manifeste au ton libre». Contacts et vente directe : zordigayar@gmail.com Alain Gili : BP 213 97420 Le Port (Ile de La Réunion, Fr.) Tél. : (00) 262 38 87 15.

• “Créativité de la langue créole en ses végétales paroles” de Roger Lavergne et Daniel Honoré

Voici comment Roger Lavergne présente en 4^{ème} de couverture le nouvel ouvrage qu’il vient de faire paraître avec Daniel Honoré sous le titre : “Créativité de la langue créole en ses végétales paroles”.

« Cinémas d’Indianocéan et vie des villes: les images en salles; les gens d’images de nos pays parents, au sud-ouest de l’océan Indien. Premier ouvrage-témoignage sur de si beaux pays devenus d’assez modernes champs nouveaux de création. Filmages, désirs de filmer, ébauches, premières parmi les élans littéraires et artistiques depuis les temps coloniaux jusqu’à la première décennie du 21^e siècle. Les îles, le Mozambique (-le “Natal” de Vasco de Gama-), auparavant sources d’images vivent désormais l’affirma-

tion forte de films-pays». Et voici un rappel de la carrière d’Alain Gili: «Connu comme journaliste culturel (Le Quotidien, L’Écho, quelques chroniques à RFO-radio, Visu), animateur théâtre, éditeur associatif, écrivain (président de l’ADER), Alain Gili vit depuis mars 1975 au pays créole, presque en réunionnais. Il a imaginé, à Mayotte et à La Réunion en 1993, et dirigé artistiquement à La Réunion le Festival du film d’Afrique et des îles, dans le sillage des innovations d’Alain Séraphine, créateur, dans la ville de Le Port, entre autres, de Vil-

lage Titan, devenu l’ILOI (Institut de l’Image de l’océan Indien), de l’École des Beaux Arts de La Réunion, de Pipangaï Productions, etc. Cherchant à rapprocher de nos regards la vie culturelle et le cinéma créatif des pays du sud-ouest de l’océan Indien, ce livre est aussi un témoignage-manifeste au ton libre». Contacts et vente directe : zordigayar@gmail.com Alain Gili : BP 213 97420 Le Port (Ile de La Réunion, Fr.) Tél. : (00) 262 38 87 15.

C'en est trope !

Modiano – comment savoir ?

C'est fou comme, de loin, la tour Eiffel a l'air d'une vieille épingle, prête à percer un ciel en ballon un peu trop gonflé.

La grille de mots croisés remplie, la tasse Le Lion fumante sur une de ces tables en plastique qui fleurissent le long des campings l'été en métropole, j'attendais la venue d'un ami d'un ami qui pouvait m'éclairer sur la teneur des documents que j'avais apportés. Le passage d'un poids lourd dans la rue fit vibrer le plancher. Saint-Denis a toujours fourmillé de ces recoins improbables, de ces endroits qui ressemblent à des soutes de navire en partance, faiblement éclairés, presque déserts, entre deux routes, en bordure de parking.

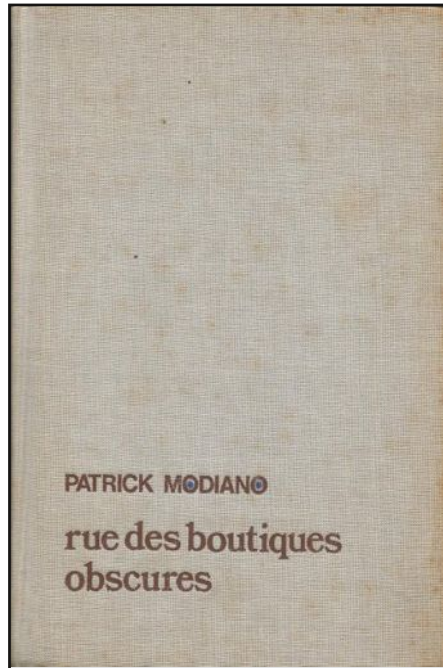
La petite voix aigre de la fille du gérant, par-dessus le froufrou du ventilateur Liu Import, m'interpela : « Tu as vu mes petits chats ? » De la table mitoyenne, elle les désigna du geste, ils s'étiraient gracieux au pied des chaises. L'un était auburn, l'autre paille. « Ils sont mignons, aime-je souri. Comment s'appellent-ils ? – Kouli et Bali », m'a-t-elle répondu. Nerveusement, j'ai ri. L'établissement, situé à deux pas du Palais de Justice de Champ Fleuri, fait un café un peu fort.

Le pote est arrivé, un gars un peu zombi, à demi effacé, souriant toujours, comme pour s'excuser d'avoir si peu à exister. Ce qu'il dit ordinairement est sinistre, mais il le fait passer en riant, d'un petit rire sec qui ressemble à un hoquet. À chaque fois, il me fait penser à un faussaire en manque d'affaire.

Il commande un cari volaille qu'il agrémente d'une Dodo. D'une manière que je trouve aussitôt un peu trop directe, je le lance sur l'affaire qui m'intéresse, je lui dis qu'on ne trouve dans aucune des librairies de La Réunion le livre que je cherchais, que personne n'avait lu ce bouquin dans l'île. Il ne m'en restait que quelques photocopies du temps où j'étais à La Sorbonne. Je les lui tendis. La Sorbonne formait dans ma mémoire comme un petit point noir pas plus gros que la fourmi dont la vie s'était arrêtée à la page 143, lorsque l'ouvrage s'est refermé un peu trop précipitamment sur elle. Sa course s'est achevée sur le mot « souffle ». Souffle : n'était-ce pas intrigant ?, lui dis-je.

« C'est tout ce qui me reste de ce livre dont je n'ai plus le titre.

L'histoire d'un type amnésique... Comment s'appelle-t-il, déjà : Jimmy Stern, Pedro McEvoy, ou peut-être Guy Quelque-Chose ? Il essaie de se souvenir de son passé. Il tombe alors, dans l'enquête qu'il mène, sur le médecin qui l'a soigné, et puis une infirmière qui ressemble plus à une ancienne actrice améri-



Rue des boutiques obscures de Patrick Modiano, éditions Gallimard.

caine qu'à une infirmière parisienne. Tous deux se montrent réticents, ils ne peuvent finalement s'empêcher de lui avouer, bribe par bribe, la vérité de sa vie...

– Pourquoi ?

– Mais, parce que, déontologiquement, on ne peut pas mentir à un patient.... Jusqu'à ce qu'il découvre que son amnésie a été produite par une chose horrible, alors qu'il était écrivain. Avec la mémoire, il retrouve le motif de son suicide manqué, ce qui le fait replonger... »

Mon interlocuteur fit signe qu'il s'en rappelait – à moins qu'il ne s'agit d'un tic de la bouche. Enhardi, je poursuivis : « Tu te souviens de ce moment, cette rencontre mémorable entre ces deux amnésiques qui font semblants de se reconnaître, et qui n'arrêtent pas de se tromper ? » Je ris.

« Non », me répond-il.

Je lui montrais la mention manuscrite sur les photocopies que j'avais conservées : un envoi à un certain Georges Escouffié, suivi d'une signature illisible, sans doute celle de l'auteur qui paraissait hâtive, comme s'il avait eu à prendre un train. Je m'empressai de préciser que certains étudiants étaient payés l'été par de vieux bouquinistes à imiter des signatures d'auteurs afin de les faire vendre plus chers...

« Arrête, rétorqua mon interlocuteur en souriant de tous ses chicots (noirs et hésitants comme le vieux Paris de Modiano), on dirait que tu es sur une plage et que tu soulèves chaque grain de sable pour savoir ce qu'il y a dessous. ... Personne à La Réunion n'a lu ce livre, excepté Jeannot, un vieux prof de philo un peu gaga » qui avait pris sa retraite sur les hauteurs de Piton Saint-Leu.

Le week-end suivant, à bord de ma Fiat Uno bleu de Prusse, je serpentais sur les hauteurs de l'ouest, le long des routes départementales en lacets.

Jeannot avait connu Patrick Modiano, dans les années 70, quand le romancier traînait ses guêtres dans le 8^e, près de la gare Saint-Lazare : « une longue silhouette en pardessus gris. Il plissait des yeux, il était légèrement astygmate. Un drôle de type, de ceux qui ne laissent sur leur passage qu'une traînée d'écume comme ces bateaux qui traversent l'océan... » Du reste, il se souvenait mal de ce livre : « Rue des enfants tristes, bredouilla-t-il, ... ou des boutiques obscures ?, je ne sais plus. Mais je me souviens d'une syntaxe légère, un peu écumeuse aux commissures des lèvres. Une écriture un peu comme un regard absent. Un de ces livres qui finissent par disparaître chez un ami, ou un bouquiniste caco-chyme, et dont il ne reste plus que le marque page : un lacet de chaussure, en cuir odorant. Et une trace rouge à la 54e page : peut-être du sang ou du jus de pitaya, qui sait ?, page écornée avec un nom souligné... »

– Oui, rétorquais-je, comme un bouquin trouvé sur la table de la salle d'attente d'un médecin de province qui s'est absenté. Comment s'appelait-il, déjà, ce médecin du temps ? »

Jean-Charles Angrand

Oté

Nou kominis, nou lé alèz Blèz !

A nou kominis zordi nou lé alèz blèz, nou lé byin dobout dan nout savat dé dwa konm i di, é ankor mi antann par isi, par laba i di zot na la rass, o plis i gingn lo kou, o plis i kour pa. Minm si mandoné nou té in pé katya-katya zordi, ni gonf pa jabo, mé dopi dimansh dérné lé konmsi nou la rofé lo plin lénérzi é nou néna nout nouvo féy do rout. Kisa lé pli alèz blèz ké nou ? Pou war poz a nou kestyon si léta nout péi, si kèl léstati ni vé pou nout péi ? Néna va fé zorèy coshon i nyaboura pa réponn, la plipar dtan a nou tousèl i lèv lo dwa.

Poz a nou késtyon si somaz ? Lo pli gro trakasman pou nou, pou nout tout mi vé dir é bin sé somaz. 150 000 shomèr i prétan. Nou donn la clé pou sa èk nou dé gran sérviss. Tankadir, ni gingn arpa anbosh 150 000 moun mé va rouv shomin pou in pé. Sanm pou mwin, lé pliméyèr travay ké rèt san ryin fé. Kandida i mank pa, kandida intèl, kandida inntèl, a nou lé pa parèy, ni prézant nout prozé, aprésa néna d'moun pou port lo prozé.

Na bo di kanton 10 i rosanm pa kanton 22 ousinonsa kanton 15 na pli gran bozwin, pou nou, tout kanton kanton la rényon. Sépousa nout prozé y konvyin byin vik li lé global, li rogroup tout. Sé poussa osi nou lé alèz blèz. Nou lé alèz blèz an vizavi nou minm, an vizavi nout pèp, an vizavi la rényon. Lé vré pou vréman Sin-Ni i plant pa safran, Lo-Por na pwin pom-détèr, Tanpon i pèsh pa bishik..... Shakinn son éspésialité . Mé malorozman partou la rényon néna somaz. Boudikont sé nout prozé ki fé ké nou lé alèz blèz.

Justin

Kosa in shoz, dovine-dovinaye ?

I fo toultan mi tap alí po lí travay !

Kalkilé : la fine pass de mod zordi.

.....

...

La masine a ékri